

Paris, le 3 février 1956.

Monsieur Eugenio HINTZ,
Cinemateca Uruguay,
Plaza Independencia 838 - Esc. 14,
Montevideo.

Mon cher Hintz,

=Catherine Duncan m'a communiqué votre lettre, comme
Secrétaire Générale de la FIAF.

Ce qu'une Assemblée Générale a décidé, seule une Assemblée
Générale peut le défaire, c'est-à-dire qu'il est donc indispensable
qu'il y ait quelqu'un de vous ou Lasala au Congrès de Dobrovnik
pour éviter le silence qui nous a amenés à cette bêtise de 100.000
francs.

En effet, il n'y avait personne qui soit au courant de vos
possibilités exactes sur le plan financier à Varsovie. Je savais
que le plan financier de Roland était catastrophique, mais j'igno-
rais que le vôtre l'était aussi. Autrement à l'unanimité, on vous
aurait taxé pour 60.000.

Donc, voici ce que je vous propose : comme la cotisation
peut ne pas être payée en une fois, vous envoyez les 60.000 frs.
- que vous pouvez envoyer - et, à l'Assemblée de Dobrovnik, nous
rappelons dans quelles conditions vous avez été taxés 100.000 et
nous demanderons à l'Assemblée de réduire à 60.000 votre cotisation
56.

Du point de vue budgétaire, cela n'aura pas de répercussion
parce que votre cotisation de 55 va nous permettre d'équilibrer le
manque de recettes de 56, grâce à ce que la Cinémathèque Française
a pris pour deux mois le salaire de la Secrétaire de la FIAF en 55,
quand la FIAF s'est trouvée avec votre cotisation en moins.

Ce que ne veut pas l'Assemblée, c'est mettre sur la même rang
toutes les Cinémathèques d'Amérique Latine qui font partie du Bureau
d'Amérique Latine de la FIAF. Il serait absurde, par exemple,

./.

.....

que le SODRE, s'il fait partie du Bureau, bénéficie des avantages que nous accordons aux Cinémathèques privées pauvres et, également, les Cinémathèques privées qui bénéficient de grands crédits (Sao Paulo

C'est pourquoi nous n'avons pas voulu admettre de tenir compte des cotisations que vous versez au Bureau d'Amérique Latine. Mais c'est aussi pourquoi nous avons effectivement tenu compte de cela pour Roland, et maintenant que nous sommes informés, nous en tiendrons compte pour vous. Mais nous ne pourrons le faire officiellement qu'à Doubrownik.

Ceci dit, Martin m'a aussi montré votre lettre. Etant donné nos liens d'amitié, cela était nécessaire et utile. Je tiens tout de suite à vous dire qu'il n'y a, de notre part, aucun malentendu ou, plus exactement, il y en a un : nous avons attendu Martin jusqu'à la dernière minute à Varsovie et, à cause de cela, nous n'avons pas discuté vos propositions, en pensant, sur la foi d'un télégramme, que Martin serait là pour la première réunion du Comité Directeur. Ce télégramme a mis deux jours à venir et notre réponse est arrivée trop tard à Paris. Résultat : la réunion prévue n'a pu avoir lieu.

Ceci dit, nous avons pensé avoir déjà donné une réponse en réduisant la cotisation de Roland à la demicotisation, pour lui permettre de payer sa double part et en réduisant à 100.000 votre propre cotisation. Il nous a paru anormal que le Musée de Sao Paulo n'ait pas assez d'argent pour payer à la fois sa cotisation entière à la FIAF et 60.000 frs. à Montevideo.

Comme Martin travaille actuellement à l'Ambassade, il est beaucoup plus difficile à joindre qu'avant et nous n'avons pas pu avoir une longue conversation avec lui, sauf un jour où il est venu me voir avec Madame GARCIA CAPURO, directrice du SODRE, et où nous avons parlé de beaucoup de choses concernant l'Uruguay, mais où nous n'avons pas pu trouver une minute pour parler hors de la présence de Madame Garcia Capuro.

Ce qui est dommage, c'est que Catherine Duncan vous avait envoyé une lettre importante et qu'elle nous a été retournée : inconnu à cette adresse. Ce qui vous explique pourquoi vous n'avez pas eu de correspondance avec nous, bien que j'ai rassuré tout le monde en disant que ce n'était pas possible et que votre Cinémathèque devait encore exister.

Mais ce qui est vraiment dommage, et cela c'est votre faute, parce que vous, vous êtes la seule Cinémathèque d'Amérique Latine qui avez un correspondant permanent à Paris qui peut nous téléphoner, nous voir comme il vient de la faire. C'est que ce n'est qu'aujourd'hui 2 février, que nous apprenons au hasard d'une lettre, que vous tenez une réunion du Bureau Inter-Amérique Latine le 22 février à Sao Paulo.

.....

Ce n'est tout de même pas une décision qui a été prise en 24 heures et si, vous nous aviez écrit une simple petite lettre pour nous l'annoncer début janvier, nous aurions d'abord pu mettre à l'ordre du jour de la réunion du Comité Directeur du 21 janvier ce qui n'avait pas pu être discuté au Congrès, et cela à Paris où habite Lasala. Et, d'autre part, nous aurions peut-être pu prendre des mesures pour voir si nous pouvions envoyer quelqu'un à Sao Paulo.

Or SALES GOMES est membre du Comité Directeur, il a reçu une convocation, il savait donc à quelle date se tenait le Comité Directeur de la FIAF et il pouvait déléguer quelqu'un au Comité, à sa place et surtout nous informer de la date de la réunion du Bureau d'Amérique Latine.

Or, c'est idiot, parce que nous aurions pu vous envoyer une proposition du Comité Directeur, un délégué. Tandis qu'aujourd'hui, tout ce que je peux faire, c'est de vous envoyer mon opinion personnelle sur le Bureau d'Amérique Latine et sur sa manière de travailler au sein de la FIAF.

Je sais bien que comme c'est moi qui ai, à Sao Paulo et Montevideo déclenché tout cela, je peux vous donner des conseils utiles, mais ça ne fait pas le même effet que s'il s'agissait d'un message officiel du Comité.

Je vais le faire avec beaucoup de détails parce que je ne veux pas que, à Sao Paulo, les Cinémathèques membres de la FIAF se sentent oubliées, perdues, isolées, et voir ainsi la FIAF être mise en accusation simplement parce qu'aucun pays d'Amérique Latine n'a pu venir à Varsovie et que personne n'est à Paris pour remplacer SALES GOMES au Comité Directeur.

Nous voulons que le Bureau d'Amérique Latine fonctionne parce que nous avons été les premiers à deviner sa nécessité, à vous conseiller sa fondation, à vous prier d'envoyer toujours quelqu'un à nos Congrès, et encore il y a un mois, je l'ai dit à Madame GARCIA CAPURO, devant LASALA, en lui demandant si on ne pouvait pas couvrir les frais d'un voyage pour nos Congrès et pour Punta del Este. Et j'enrage de voir avec quelle facilité la Panair invite des gens sur ses avions et que ni SALES, ni l'un de nous n'aient pu bénéficier de cette générosité.

Ceci dit, vous n'avez pas de films parce qu'il ne faut pas vous faire d'illusions. C'est la Cinémathèque Française qui a le plus de moyens dans ce sens. Or, en 55, la Cinémathèque a dû déménager de l'avenue de Messine et, de plus, s'est trouvée avec beaucoup de films en Amérique Latine qui ne rentraient plus.

C'est donc pour cela que le Brésil n'a pas pu continuer de vous donner des copies qui devaient absolument rentrer en Europe pour libérer d'autres copies. Egalement, je n'ai jamais demandé à ROLAND le retour de la plupart des films 16 mm. que je lui avais envoyés pour la circulation en Amérique Latine.

.....

Enfin, j'ai tiré des films pour l'Amérique Latine pour 56 que je pourrais envoyer dès l'arrivée à Paris des copies qui se trouvent à Sao Paulo. Enfin, je n'ai aucune raison d'envoyer des films à Sao Paulo plutôt qu'à Montevideo ou à ROLAND et vice-versa. Je n'ai accordé aucun monopole et, par conséquent surtout maintenant, je ne vois pas pourquoi je ne vous enverrais pas des films directement.

Mais la Cinémathèque Française seule ne peut pas faire fonctionner tout le Bureau Inter Amérique Latine. Vous devez faire appel à New-York comme Cuba ou Mexico. Et aussi vous devez profiter du Bureau Inter Amérique Latine pour tirer des copies avec l'argent des Ciné-Clubs péruviens, colombiens, chiliens, etc...

Je vous expliquerai cela dans mon rapport.

Il faut absolument que vous compreniez que nous attachons une grande importance au développement du mouvement des Cinémathèques en Amériques Latines, que nous voulons absolument vous aider de toutes les manières et que les difficultés que vous rencontrez pour passer de la théorie à la pratique, nous les connaissons bien et mieux que vous.

C'est pourquoi il est déplorable que nous soyons esclaves de cet Océan, alors qu'il est si simple de nous obliger, toutes les semaines ou tous les quinze jours, à nous écrire pour être au courant de tout dans tous les détails. Ce n'est pas cher et cela peut éviter tous les malentendus.

Bien à vous,

Pour H.Langlois,
Secrétaire Général.